

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 16 Janvier 2017**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -20170001

**Objet : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LA VICE PRESIDENTE DU
C.C.A.S.**

L'an deux mille dix sept et le 16 janvier, à 11 heures, le conseil d'administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Marion JEANNE, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné pouvoir : François COMMEINHES.

Etaient absents : Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA, Colette RIZZOLO, Jean-Michel HAMET, Geneviève COINDOZ.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

La Vice - Présidente a été amenée à prendre des décisions.

Ces décisions concernent :

- L'attribution des prestations dans les conditions définies par le Conseil d'administration et notamment les secours alimentaires et financiers ;
- Décision du 13 décembre 2016 relative à la signature d'une convention avec l'association Habitat Jeunes dans le cadre du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes délégué à la ville de Sète ;
- Décision du 13 décembre 2016 relative au transfert de la ludothèque Froment à la ville ;
- Décision du 23 décembre 2016 relative à la création d'une régie de recettes temporaire pour les inscriptions du repas des seniors 2017 ;
- Décision du 2 janvier 2017 relative au renouvellement de la convention d'occupation précaire entre le CCAS de Sète et l'Ecole des Parents et des Educateurs ;

Les termes de ces décisions sont détaillés dans le document mis à disposition du Conseil lors de la présente séance.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



Jocelyne GIZARDIN

Inscrit de réception en préfecture
034-263400293-20170116-D20170001-DE
Date de télétransmission : 17/01/2017
Date de réception préfecture : 17/01/2017

CCAS DE SETE

PERSONNEL

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 16 Janvier 2017**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -20170002

Objet : REVALORISATION DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA PROTECTION SOCIALE

L'an deux mille dix sept et le 16 janvier, à 11 heures, le conseil d'administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Marion JEANNE, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné pouvoir : François COMMEINHES.

Etaient absents : Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA, Colette RIZZOLO, Jean-Michel HAMET, Geneviève COINDOZ.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 selon lesquelles les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent,
Vu l'avis favorable du comité technique du 16 décembre 2016,

Par délibération numéro D-20130059 du 28 Octobre 2013, notre établissement a approuvé à l'unanimité le principe de la participation à la protection sociale complémentaire santé et/ou prévoyance depuis le 1er janvier 2014 dans le cadre d'une procédure de labellisation.

Les personnels bénéficiaires de ce dispositif sont les agents stagiaires et titulaires sur emploi permanent et les agents non titulaires de droit public ou privé justifiant d'un an d'ancienneté. Cette participation mensuelle est modulée en tenant compte du revenu de base des agents, permettant de contribuer de manière inversement proportionnelle selon leurs rémunérations.

Les représentants du personnel ont attiré l'attention de la collectivité sur les évolutions statutaires et refontes de grilles indiciaires depuis 2013.

En conséquence, il est proposé de maintenir montant mensuel de la participation tout en faisant évoluer la grille précédemment définie comme suit à compter de la paie de janvier 2017 :

- 15 € / mois pour les indices majorés < 372
- 10 € / mois pour les indices majorés compris entre 372 et 534
- 5 € / mois pour les indices majorés > 534

Les modalités de versement restent inchangées.

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20170116-D20170002-DE
Date de télétransmission : 17/01/2017
Date de réception préfecture : 17/01/2017

Compte tenu de ces éléments, je vous invite à :

AUTORISER l'évolution de la mise en œuvre de la participation employeur au titre de la protection sociale telle que présentée ; la dépense correspondante est inscrite au budget article 6455-chapitre 012 dépenses de personnel ;

DECIDER de fixer la participation selon la grille ci -dessus ;

AUTORISER le président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE
~~LA MAJORITE~~

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS



Jocelyne GIZARDIN

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20170116-D20170002-DE
Date de télétransmission : 17/01/2017
Date de réception préfecture : 17/01/2017

PETITE ENFANCE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
Lundi 16 Janvier 2017**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
D -20170003

**Objet : CONVENTION DE PRESTATIONS DE SUPERVISION POUR LES
STRUCTURES PETITE ENFANCE**

L'an deux mille dix sept et le 16 janvier, à 11 heures, le conseil d'administration du CCAS de SETE s'est réuni, sous la présidence de Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente.

Etaient présents : Jocelyne GIZARDIN, Conception PELIZZA, Colette JAMMA, Marion JEANNE, Marie-José CAUSSEGAL, Céline SENEGAS, Laurent MAÎTRE.

Etaient absents ayant donné pouvoir : François COMMEINHES.

Etaient absents : Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA, Colette RIZZOLO, Jean-Michel HAMET, Geneviève COINDOZ.

Madame Jocelyne GIZARDIN, Vice-Présidente, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans stipule que « les établissements et services d'accueil non permanent veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leurs sont confiés. Dans le respect de l'autorité parentale, ils contribuent à leur éducation. Ils concourent à l'intégration sociale des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Ils apportent leur aide aux parents pour favoriser leur vie professionnelle et leur vie familiale. »

Les délibérations du conseil d'administration en date du 8 décembre 2010, du 20 septembre 2012, du 9 décembre 2013 et du 7 décembre 2015 ont validé le bien-fondé d'apporter un soutien aux équipes de professionnelles.

La convention qui vous est proposée avec l'association Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault prévoit la mise en place d'une action de supervision avec pour objectifs :

Pour les équipes :

- Accompagner les professionnelles dans leur travail d'accueil des enfants de 10 semaines à 4 ans et leur famille et les aider à adapter leur pratique à l'évolution des objectifs de gestion, des contextes sociaux et des modes éducatifs et familiaux,
- Accompagner la réflexion des équipes sur l'amélioration des projets d'accueil pour les enfants aux comportements atypiques, les familles orientées par les services de la Protection Maternelle et Infantile et les enfants en situation de handicap,
- Favoriser plus globalement le bien-être des enfants et leur adaptation à la structure dans une démarche de valorisation et d'accompagnement des compétences parentales.

Pour les équipes d'encadrement :

- Organiser et accompagner le travail de leurs équipes et favoriser son adaptation aux enjeux actuels de l'accueil de la petite enfance.

Favoriser son adaptation aux
034-263400293-20170116-D20170003-DE
Date de télétransmission : 17/01/2017
Date de réception préfecture : 17/01/2017

Pour répondre à ces objectifs, la durée d'intervention est fixée à :

- Pour la supervision des équipes pluridisciplinaires : une heure trente mensuelle par structure et à trois heures mensuelles (2 groupes de une heure trente minutes) pour le multi accueil du Quartier Haut compte tenu de ses effectifs plus importants.
- Pour la supervision des équipes d'encadrement : une heure trente minutes chaque deux mois, soit 6 séances par an.

Les séances débuteront à compter du 1^{er} janvier 2017 et se dérouleront dans les locaux de chaque multi accueil et dans ceux utilisés pour les ateliers pédagogiques pour le Service d'Accueil Familial.

Le financement global annuel pour l'ensemble de ces interventions, s'élève à 20 600 €, soit un tarif horaire rapporté de 69 € TTC.

Le règlement se fera sur présentation d'une facture libellée par l'EPE chaque trimestre, d'un montant forfaitaire de 5 150 €.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose mes chers collègues :

D'APPROUVER : les termes de la présente convention

D'AUTORISER : le Président ou son représentant à la signer ainsi que tous les documents y afférent,

D'AUTORISER : l'ordonnateur à prendre tous les actes nécessaires à la réalisation des dépenses correspondantes.

DELIBERATION ADOPTEE A : L'UNANIMITE
LA MAJORITE

Plus rien n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du président,
La Vice-présidente du CCAS


Jocelyne GIZARDIN

Accusé de réception en préfecture
034-263400293-20170116-D20170003-DE
Date de télétransmission : 17/01/2017
Date de réception préfecture : 17/01/2017